'Brother Tronchet' : un chef syndical suisse dans l'orbite américaine pendant la guerre froide

Autor(en): **Dongen, Luc van**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **30 (2014)**

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520323

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

'Brother Tronchet' : un chef syndical suisse dans l'orbite américaine pendant la guerre froide

Luc van Dongen

Pendant la guerre froide, bien qu'elle fût formellement neutre dans sa politique étrangère et de sécurité, la Suisse se retrouva de fait reliée de mille et une façons à des initiatives anticommunistes transnationales, mettant en jeu soit le bloc de l'Ouest dans son ensemble, soit des pays en particulier[1]. Une des facettes de cette implication protéiforme encore mal connue[2] est la participation – délibérée ou pas – de la gauche helvétique à la *Non Communist Left Policy* des États-Unis, elle-même une composante du *soft power* visant l'Europe occidentale. L'historiographie compte déjà divers travaux qui éclairent les relations entre les *state-private networks* américains et les milieux politiques, syndicaux et culturels de la gauche européenne, mais la Suisse en est quasiment absente[3]. Pourtant, il y eut en Suisse des «progressistes» qui, dans leur combat anti-communiste (qu'il fût antimarxiste, antistalinien ou antitotalitaire), s'associèrent aux États-Unis. Le syndicaliste genevois Lucien Tronchet

1 Cet article est la version française d'un texte paru initialement sous le titre «'Brother Tronchet' : a Swiss Trade Union Leader within the American Sphere of Influence» dans Luc van Dongen, Stéphanie Roulin, Giles Scott-Smith (eds.), *Transnational Anti-Communism and the Cold War: Agents, Activities, and Networks,* Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.

2 Ce sujet fait actuellement l'objet d'une recherche du soussigné qui a été soutenue par le FNS (programme Ambizione) et dont l'ouvrage collectif sus-mentionné est l'un des fruits.

3 Parmi les études à ce sujet, on peut citer Hugh Wilford, *The CIA, the British Left and the Cold War: Calling the Tune?* London, Frank Cass, 2003 ; Volker R. Berghahn, *America and the Intellectual Cold Wars in Europe. Shepard Stone between Philanthropy, Academy, and Diplomacy,* Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2001 ; Frances Stonor Saunders, *Who Paid the Piper? The CIA and the Cultural Cold War,* London, Granta Books, 1999 ; Anthony Carew, *Labour Under the Marshall Plan : The Politics of Productivity and the Marketing of Management Science,* Detroit, Wayne State University Press, 1987 ; Federico Romero, *The United States and the European Trade Union Movement, 1944-1951,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1992.

(1902-1982) fut l'un d'entre eux. Secrétaire à Genève de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB), il fut sans doute l'un des principaux hommes de gauche suisses sur lesquels les Américains décidèrent de miser au début des années 1950.

Le fait est peu connu, car l'on a surtout retenu de Tronchet ses années héroïques de l'entre-deux-guerres. S'est ainsi durablement fixée l'image du syndicaliste d'action directe, de l'antifasciste ayant pris fait et cause pour la guerre d'Espagne et la Résistance française et surtout du militant ouvrier intègre et bouillonnant, adepte des méthodes musclées (à la tête de la Ligue d'action du bâtiment, il n'hésitait pas à occuper les chantiers et à faire le coup de poing contre les patrons peu scrupuleux[4]). Le «syndicaliste de choc» a laissé dans l'ombre le dirigeant rallié après la guerre au Parti socialiste et engagé de manière croissante dans le mouvement international des syndicats dits libres, prêt à frayer avec les hérauts du capitalisme (le gouvernement américain) et de la surveillance étatique (la police politique)[5].

Les recherches de ces dernières années révèlent combien les rapports de la gauche européenne avec l'Oncle Sam furent subtils et ne se réduisent pas au contrôle et à la manipulation. Comme l'a fort bien montré Hugh Wilford pour le cas britannique, celui qui tirait parti de l'autre n'était pas toujours celui que l'on croit. Et le phénomène gagne encore en épaisseur quand on l'inscrit dans ses dimensions sociales et culturelles, en prenant également en compte la subjectivité des acteurs. C'est dans cette optique que sera abordé le cas Tronchet.

Dès ses débuts, cet infatigable défenseur de la justice sociale s'était opposé à l'option communiste, lui préférant des voies plus conformes à son tempérament épris de liberté et d'autonomie. Dans les années 1920 déjà, il s'en était pris aux «moscoutaires» au nom de l'indépendance des syndicats. Libertaire convaincu, il avait condamné sans détours la prise de pouvoir par les bolcheviques: «Toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire ne peut être qu'une tromperie parce que le coup d'état de Lénine ne peut signifier que le

4 Voir Alexandre Elsig, *La Ligue d'Action du Bâtiment (1929-1935). L'éphémère emprise de l'anarcho-syndicalisme sur les chantiers genevois,* Mémoire de licence, Université de Fribourg, 2009.

5 Eric Golay, Jacqueline Berenstein-Wavre, Alda De Giorgi, *Lucien Tronchet, syndicaliste de choc,* Genève, Collège du travail, 1998.

commencement de la contre-révolution»[6], aurait-il déclaré au Congrès anarchiste de Saint-Imier, les 16-17 septembre 1922. Mais comment cet anarcho-syndicaliste et chantre de l'insoumission en vint-il à se laisser happer par la propagande de guerre froide des États-Unis? Quelle forme prit ce compagnonnage? Et si c'était lui qui gagna à sa cause les Américains, plutôt que l'inverse? Nous verrons que la question, qui renvoie aux notions de «self-colonisation» et d'«empire by invitation»[7], est ici particulièrement pertinente.

Cette contribution examinera en deux temps la nature et la portée des liens avec les États-Unis: d'abord en décrivant brièvement les quatre épisodes autour desquels se cristallisa la collusion, puis en mettant cette dernière en perspective du double point de vue de Tronchet et des Américains.

Lucien goes to the USA

Ironie de l'histoire, la première mention de Tronchet dans les archives américaines est due au représentant de la CIA à Berne James S. Kronthal, qui n'était autre qu'un agent soviétique[8] et qui, en septembre 1950, espérant peut-être de la sorte nuire à un ennemi de l'URSS, plaça Lucien Tronchet dans la catégorie des communistes[9].

Or, en tant que membre du parti socialiste (1949) et secrétaire de la section genevoise de la FOBB, Tronchet croisait plus que jamais le fer avec les communistes. À la fin de ce même mois de septembre se tiendra justement un congrès du syndicat au cours duquel il combattra fermement leurs positions. Ce congrès semble constituer le premier pas de Tronchet sur le chemin des USA. Il fut en effet suivi de près par Pat Frayne, de l'Economic Cooperation Administration (ECA) à Paris, qui

6 Cité dans Lucien Tronchet, *Combats pour la dignité ouvrière,* Genève, Grounauer, 1979, p. 40. Remarquons que ce récit autobiographique reste très évasif sur les États-Unis.

7 Voir notamment Geir Lundestad, *'Empire' by Integration. The United States and European Integration, 1945-1997,* Oxford, Oxford University Press, 1998, et du même auteur «'Empire by Invitation?' The United States and Western Europe», *Journal of Peace Research,* 23/3, 1986, pp. 263-277.

8 William R. Corson, Susan B. Trento, Joseph J. Trento, *Veuves. Des taupes soviétiques au cœur des services secrets américains,* Paris, Belfond, 1989, pp. 19-27.

9 National Archives and Records Administration (NARA), College Park, RG 84, Entry 3208, Swiss Embassy Bern, Box 89.

avait rendu visite au Genevois précédemment[10]. Une *labor attaché* de la Légation des États-Unis à Berne assista aux débats. Il s'agit de Harriet Harling Lothrop (1924-2009), qui deviendra la maîtresse de Tronchet puis sa seconde épouse. À Pat Frayne qui s'était enquis des résultats du congrès, Tronchet dit sa satisfaction: «De façon générale, le congrès a été une bonne manifestation de maturité ouvrière[11].» «Malgré certaines manœuvres dilatoires des communistes», l'Union syndicale suisse (USS) avait été habilitée à déposer une demande d'adhésion à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), organisation créée en 1949 pour faire pièce à la Fédération syndicale mondiale (FSM) passée sous influence communiste. Dès lors, les relations entre l'administration du Plan Marshall à Paris et Tronchet ne feront que s'intensifier. Ce dernier s'y alimentera fréquemment en documentation sur la vie économique et syndicale américaine. Une fois, il réclama une publication élaborée par l'ambassade américaine à Rome à la mémoire d'un martyr ouvrier italien (le syndicaliste et socialiste italien Bruno Buozzi, massacré par les nazis en juin 1944) pour la diffuser auprès des immigrés italiens travaillant comme saisonniers en Suisse. Il faut dire que les directions syndicales helvétiques mettaient tout en œuvre pour réduire l'impact du communisme chez les travailleurs étrangers. Tronchet, d'ailleurs, n'aura guère de scrupules, un peu plus tard, à remettre à la Police fédérale les noms d'étrangers politiquement douteux[12].

Parallèlement à ces échanges avec les représentants américains naquit le projet d'un voyage de syndicalistes suisses aux États-Unis. On ne sait qui en eut l'idée. Mais en novembre 1950, Harriet H. Lothrop écrivait à Tronchet:

> «Au sujet d'un voyage par des syndicalistes suisses aux USA, je suis heureuse de vous dire qu'il m'est possible de proposer quelques noms pour un tel voyage [...]. Comme vous savez, il importe de choisir des gens qui, en racontant leurs impressions personnelles, atteindraient le plus grand nombre d'auditeurs[13].»

10 Archives du Collège du Travail (CT), Genève, fonds Lucien Tronchet (LT), E.1.1/1.

11 CT, LT, D.1.1.1/1.

12 Malik von Allmen, Jean Steinauer, *L'apport de l'immigration au syndicalisme suisse depuis 1945,* tome 1, *Les hommes, les idées, les pratiques,* Rapport scientifique dans le cadre du PNR 39, Genève, 2000, pp. 168 et 170.

13 CT, LT, D.1.1.1/1.

Et l'attachée américaine de préciser qu'il fallait savoir un peu d'anglais et jouir d'un passé politique sans tache:

> «Non sans honte, je vous rappelle qu'en raison de la toute récente législation américaine en matière de sécurité, il est préférable de trouver quelqu'un qui n'a jamais été membre du Parti communiste. Je vous laisse entière liberté de suggérer un ou deux militants de Genève, en m'indiquant les raisons pour votre choix. Mais, au même temps, dites-moi si vous pourriez et voudriez participer au programme. J'aimerais bien vous proposer et vous pourriez apprendre quelques éléments d'anglais [...][14]. »

Le rôle personnel de Harriet H. Lothrop ainsi que la finalité de la mission sont ici évidents. Des «Notes pour une action de rapprochement USA-Suisse sur le plan ouvrier» transmises par Tronchet à la Légation des États-Unis ne laissent, quant à elles, aucun doute sur l'enthousiasme du syndicaliste et son adhésion aux objectifs idéologiques de l'opération. Alors que la question du nombre et de l'identité des participants était encore ouverte, Tronchet y soulignait la nécessité de mieux faire connaître le Plan Marshall et les réalités américaines aux ouvriers suisses, que trop de préjugés et de malentendus détournaient encore de l'Amérique, selon lui.

> «Les hommes seraient choisis parmi les meilleurs militants ouvriers, estimés par leurs camarades, en raison de leur sens des responsabilités, de leur objectivité, de leur attachement inébranlable aux idées de liberté et de leur opposition irréductible aux conceptions totalitaires. Nul doute qu'à leur retour, ces hommes, qui savent parler et écrire pour le monde ouvrier, soient écoutés et qu'un grand service soit rendu à la cause du rapprochement des peuples d'Amérique et d'Europe. Signalons en passant que les Russes ont su largement utiliser, d'une façon habile, les systèmes des délégations en URSS, ce qui leur a permis de développer l'influence que nous connaissons[15].»

On ne saurait exprimer plus clairement la valeur contre-propagandiste de la démarche, calquée sur le modèle soviétique.

Finalement, Tronchet partit seul, de juin à octobre 1951, au bénéfice de la plus importante bourse du Department of State, que très peu de Suisses obtiendront: la *Foreign Leader Grant*[16]. Ce voyage de quatre mois, qui eut lieu en pleine période maccarthyste et au plus fort de la guerre

14 *Idem.*

15 *Idem.*

16 Giles Scott-Smith, *Networks of Empire: The US State Department's Foreign Leader Program in the Netherlands, France, and Britain 1950-1970,* Bruxelles, Peter Lang, 2008.

de Corée, constitue le second et principal nœud autour duquel se tissèrent les liens de Tronchet avec les Américains. Il fut en grande partie organisé par Tronchet lui-même («un citoyen libre dans un pays libre»). Le Department of State prêta toutefois son concours au niveau de l'intendance, tout en suggérant à l'occasion des noms de personnes à rencontrer. Le bureau new-yorkais de la CISL fit office de boîte aux lettres pour la correspondance.

Le journal intime de Tronchet témoigne des nombreuses rencontres qu'il fit: en majorité des syndicalistes et des travailleurs, mais aussi des entrepreneurs, des industriels, des journalistes, des hauts fonctionnaires, des diplomates, etc. Il fit la connaissance des plus grands leaders syndicaux américains, William Green, Victor Reuther, Michael Ross, et entra en contact avec deux des plus ardents «guerriers froids» du syndicalisme international, à savoir Jay Lovestone et Irving Brown, du Free Trade Union Committee (FTUC), organe de l'American Federation of Labor (AFL). Ces derniers sympathisèrent tout de suite avec le Genevois et ne tardèrent pas à mettre à profit sa documentation sur la disparition de deux ressortissants helvétiques en URSS (Marc Schalks et Yvonne Bovard[17]). Dans la foulée, «Brother Tronchet» (on l'appelait ainsi conformément aux usages des syndicalistes américains) put prendre la parole au congrès annuel de l'AFL ainsi qu'à celui du Congress of Industrial Organizations (CIO). À Denver, les syndiqués du CIO lui auraient même réservé une ovation. «On me demande des autographes», confiait-il, incrédule, à son journal[18]. Ses tribulations l'entraînèrent également à participer à plusieurs manifestations du Réarmement moral. Ce mouvement d'inspiration protestante, fondé à Oxford en 1938 par l'Américain Frank Buchman, a son siège à Caux en Suisse depuis 1946. Tronchet s'en était rapproché quelques années auparavant (il avait par exemple organisé en 1948 une représentation de *The Forgotten Factor* pour les jeunes syndiqués genevois[19]). À San Francisco, il assista à un autre des spectacles édifiants dont le Réarmement moral avait le secret. Le didactisme de *Jotham Valley* ne

17 Sur le destin de la violoniste Yvonne Bovard, voir le film documentaire de Daniel Künzi, Yvonne Bovard, déportée en Sibérie (1998).

18 CT, LT, D.1.1.1/1.

19 Archives cantonales vaudoises (ACV), Lausanne, fonds du Mouvement du Réarmement moral de Caux, PP 746, 7.4.4/1.

parut nullement le rebuter: «C'est très bien joué, très frais et fin et en même temps une belle présentation de la vie des cow-boys dans un ranch familial, avec les costumes du pays», se réjouissait-il[20]. Il se rendit encore sur l'île de Mackinac où était basée la branche américaine du mouvement. Par ailleurs, il prononça une conférence au Carnegie Endowment for International Peace et put s'exprimer sur les ondes radiophoniques de *Voice of America (VOA)*, en répondant à des questions qu'il avait eu loisir de préparer lui-même, et ce, semble-t-il, à l'invite d'Allen W. Dulles en personne. Ce dernier, *deputy director of plans* à la CIA (actions clandestines) et numéro 2 de l'agence, recevra même Tronchet dans son bureau, le 4 septembre 1951[21].

Pendant son séjour, Tronchet rédigea des reportages qui parurent non seulement dans les organes syndicaux, mais aussi dans la presse suisse à grand tirage comme la *Tribune de Genève*. Après son retour, fidèle à ses promesses, il continua à relater son expérience: articles, conférences, projections de films, expositions, distributions de brochures se succédèrent à un rythme effréné. Ainsi diffusa-t-il auprès des ouvriers suisses le livre d'Irving Brown intitulé *Les syndicats européens et américains unis par le plan Marshall*, de même que des brochures en français – *Images de l'Amérique, Visages et perpsectives du syndicalisme américain* – distribuées par la United States Information Agency (USIA), l'agence officielle de la propagande américaine. Il montra des films – *Productivity Key to Plenty, With These Hands, Key to Plenty* – produits tantôt par les services officiels de l'ECA et l'USIA, tantôt par les syndicats ou des organismes privés tel le Twentieth Century Fund. En trois mois, il ne donna pas moins de vingt-sept conférences.

Appréciant un tel dévouement, les Américains décidèrent de donner suite aux appels pressants de Tronchet en faveur de son Centre d'entraînement syndical international (CESI). Basé à Genève, ce centre avait été créé par le Suisse avant son départ aux États-Unis, dans le cadre

20 13 septembre 1951, CT, LT, D.1.1.1/1.

21 Le 5 juillet 1951, Tronchet avait relevé dans son journal: «Je devrais voir M. Allen Dulles qui a été longtemps en Suisse à la Légation et qui connaît bien nos problèmes européens. Il me propose de préparer un exposé sur ma visite ici et qui serait diffusé à la Radio.» Il n'y a aucune autre mention de Dulles dans le journal. Mais la rencontre est confirmée par un message du 20 août 1951 d'un employé du Department of State de même que par une lettre personnelle de Tronchet à Dulles du 18 août 1953 (CT, LT, D.2.1/2). On ignore de quoi les deux hommes ont parlé.

de la FOBB. Il s'était donné pour mission de former des cadres suisses et étrangers à la pratique du syndicalisme libre. Un premier cours avait été mis sur pied en été 1950: quelques dizaines de syndicalistes français de la CGT-Force ouvrière, dont son président Léon Jouhaux, y avaient participé. L'aide financière de l'AFL, consécutive au voyage, permettra cependant au centre de se développer. Le deuxième cours (mai 1952), destiné à des militants italiens, prit une coloration nettement plus américaine, car l'AFL avait entre-temps contribué à redéfinir les lignes directrices de la formation[22]. Cette collaboration autour du CESI est le troisième grand nœud des rapports de Tronchet avec les Américains. Elle porte la marque d'Irving Brown, le représentant de l'AFL et du FTUC en Europe, dont on apprit plus tard la proximité avec la CIA et la politique étrangère des États-Unis[23]. Avec Joseph D. Keenan, en poste au siège de l'AFL à Washington, Brown fut l'homme par qui l'argent de l'AFL – donc indirectement de l'Office of Policy Coordination de la CIA – afflua au centre genevois (les montants sont inconnus). De surcroît, Brown intervint à plusieurs reprises personnellement dans les cours en tant que conférencier, et mit à disposition ses réseaux, comme celui du Congrès pour la liberté de la culture auquel le CESI s'associera par le biais notamment de Michael Josselson[24]. La relation entre Tronchet et Brown n'eut rien d'une passade, puisqu'elle se mua en amitié et perdura jusque dans les années 1980.

Le quatrième et dernier épisode saillant est un autre voyage. En été 1953, Tronchet fut en effet envoyé par la CISL en Indochine. Officiellement pour y étudier les conditions sociales du pays encore sous domination française; en réalité, pour œuvrer à la réunification des syndicats français et vietnamiens en une centrale unique susceptible de s'affilier à la CISL. La «mission d'enquête et d'information» dura un

22 CT, LT, E.1.1/1, de même que B.1.1/25.

23 Sur Irving Brown, voir notamment Roy Godson, *American Labor and European Politics. The AFL as a Transnational Force,* New York, Crane, Russak & Company, 1976; Ronald Radosh, *American Labor and United States Foreign Policy. The Cold War in the Unions from Gompers to Lovestone,* New York, Random House, 1969; Ted Morgan, *A Covert Life. Jay Lovestone, Communist, Anti-Communist, and Spymaster,* New York, Random House, 1999; Annie Lacroix-Riz, «Autour d'Irving Brown: l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'Etat et la scission syndicale française (1944-1947)», *Le Mouvement Social,* 151, 1990, pp. 79-118.

24 La première apparition de Josselson à un séminaire du CESI date de juillet 1961, d'autres suivront (CT, LT, E.3.2.2/2).

Au congrès de la Oil Workers International Union, Californie,
avec son président O.A. Knight, septembre 1951

Reçu à Hué par la Fédération des syndicats des travailleurs du Viet-nam,
juillet 1953. Photos © Collège du travail.

mois. Tronchet n'y ménagea pas ses efforts et évolua avec beaucoup d'habileté sur un terrain extrêmement complexe, en proie à un conflit colonial qui suscitait des ambitions à l'Est comme à l'Ouest[25]. Ses tractations n'aboutirent certes pas à l'union rêvée, mais elles lui valurent l'estime de nombreux syndicalistes locaux ainsi que des instances françaises et internationales impliquées : la CISL, la CGT-FO, le CIO, l'AFL, la Mutual Security Agency (qui avait succédé à l'ECA) et Allen Dulles, à qui Tronchet crut bon de faire parvenir une copie de son rapport[26].

Avec l'Indochine, Tronchet allait amorcer son tournant « tiers mondiste ». Au début des années 1960, c'est l'Afrique qui passera au premier plan de son action internationale. Ainsi, après les Français, les Italiens et les immigrés espagnols de France, le CESI verra défiler Tunisiens, Algériens, Marocains et Congolais, tandis que le Suisse représentera la CISL à plusieurs conférences syndicales panafricaines (Tunis 1960, Dakar 1962). Il s'engagera encore aux côtés de l'African-American Labor Center (AALC)[27], tandis que son illustre partenaire du CESI, le socialiste suisse Hans Oprecht, intégrera le Centre for Labor and Social Studies (CLSS)[28]. La première de ces deux organisations américaines dépendait de l'AFL-CIO ; la seconde, installée à Rome, bénéficiait du soutien de la CIA et ressemblait à s'y méprendre au CESI[29].

Comment interpréter ces étroits moments de solidarité transatlantique ? Pour les communistes, la cause était entendue : Tronchet était « cet Américain maccarthyste » – quand ce n'était pas un simple agent de la CIA – qui avait vendu son âme et trahi la classe

25 Edmund F. Wehrle, *'Between a River and a Mountain' : The AFL-CIO and the Vietnam War,* Ann Arbor, University of Michigan Press, 2005 ; Melanie Beresford, Chris Nyland, « The Labour Movement of Vietnam », *Labour History,* 75, 1998, pp. 57-80.

26 CT, LT, D.2.1/1.

27 CT, LT, D.1.5.1/1-2.

28 Hans Oprecht fut membre du comité directeur du CLSS. Le 20 janvier 1967, il fit savoir à cette organisation qu'il avait réussi à lui obtenir un subside de 90 000 francs de la Fondation suisse pour l'encouragement de la formation des cadres des syndicats, des coopératives et des partis politiques dans les pays en voie de développement, fondation créée en 1961 sous l'égide de l'USS (Kheel Center, Cornell University, Ithaca, NY International Ladies' Garment Workers' Union, David Dubinsky Papers, #5780/002, Box 417, Folder 7). Nous remercions Tity de Vries pour ces informations concernant Oprecht.

29 Voir Tity de Vries, « 'Not an Ugly American' : Sal Tas, a Dutch Reporter as Agent of the West in Africa », in Luc van Dongen, Stéphanie Roulin, Giles Scott-Smith (éds.), *Transnational Anti-Communism and the Cold War, op. cit.*, pp. 64-87.

ouvrière[30]. Un jugement moral qui n'aide guère à saisir les tenants et aboutissants de la collusion.

Une convergence

Le rapprochement doit d'abord être replacé dans son contexte général. Son début coïncide en effet avec le moment où se systématisait la bataille américaine pour «les cœurs et les esprits». Afin de contrer les efforts soviétiques déjà éprouvés en la matière, mais aussi en vertu de logiques internes, le gouvernement américain mit en place dès 1947-1948, dans le sillage de la CIA, une doctrine et des instruments visant spécifiquement certains groupes dans le monde: les jeunes, les intellectuels, les juristes, la gauche non communiste, etc. Le cas Tronchet s'inscrivit à la confluence de cette guerre psychologique (*psychological warfare*) et de deux autres politiques: la politique syndicale (*labor policy*) accompagnant le Plan Marshall en Europe et la diplomatie culturelle destinée à promouvoir l'*American way of life* sur la planète[31]. L'on a vu que Tronchet eut affaire à tous les rouages institutionnels en jeu, lesquels étaient à la fois connectés et concurrents: le Department of State, le Department of Labor, l'ECA/MSA, l'USIA, la CIA et les principales centrales syndicales (AFL, CIO, CISL).

Côté américain, chacun avait ses raisons pour recourir à Tronchet. Les représentants officiels voyaient en lui un syndicaliste influent d'envergure européenne, ayant ses entrées en France et en Italie, au contact du «terrain» et dont l'aura – un esprit libre et irréductible – ne faisait qu'ajouter à sa crédibilité. Sa présence à Genève, une des seules villes helvétiques où les communistes présentaient un certain danger, permettait également une liaison avec l'Organisation internationale du travail. Il avait fait la preuve de sa bonne volonté envers les États-Unis et donné suffisamment de gages d'efficacité dans son combat contre les communistes. Quant à son socialisme, il ne faisait pas peur. En 1953, le consul américain à Genève estimait que Tronchet «n'est pas plus

30 *Voix ouvrière* (organe du Parti du travail genevois), 5 novembre 1954.

31 Hugh Wilford, *The Mighty Wurlitzer. How the CIA Played America,* Harvard University Press, 2008; Scott Lucas, *Freedom's War. The US Crusade Against the Soviet Union, 1945-1956,* New York, Washington, New York University Press, 1999; Laura A. Belmonte, *Selling the American Way: US Propaganda and the Cold War,* Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2008.

socialiste ou de gauche que n'importe quel syndicat européen.» En fait, précisait-il, «Tronchet a ici la réputation de n'être socialiste que nominalement[32]». Un avis sans doute partagé par l'attaché culturel à Berne qui, deux ans auparavant, était parvenu à la conclusion que Tronchet «devrait être associé à nos activités anticommunistes en Europe[33]».

Bien que modeste, la diplomatie culturelle des États-Unis à l'égard de la Suisse ne pouvait être que tentée par les services de Tronchet. La stratégie pour ce pays telle que la définirent les organes compétents – le United States International Information and Exchange Program (USIE) jusqu'en 1953, puis l'USIA/USIS – misait en effet sur les contacts personnels parcimonieux et utiles plutôt que sur la propagande de masse aveugle[34]. Fin 1950, l'attaché culturel à Berne demanda à ce que l'on appliquât à la Suisse les techniques de l'offensive psychologique en cours. Chaque «front» (syndicats, presse, intellectuels, paysans, femmes, étudiants) devait si possible être représenté par des relais, peu nombreux mais sûrs et efficaces, qui prendraient eux-mêmes l'initiative d'une coopération[35]. La Suisse se vit attribuer une fonction de tremplin vers le monde extérieur: la France, l'Italie et l'Allemagne pour la proximité géographique; le Tiers Monde pour les organisations internationales installées à Genève, la neutralité et l'absence d'hypothèque coloniale; et les pays du bloc de l'Est pour les émigrés présents en Suisse et à nouveau pour la neutralité. Transnationale par essence, la tactique des fronts valait ainsi à certains pays l'honneur de jouer un rôle excédant leur taille, en tant qu'interface donnant accès aux groupes cibles hors du territoire national. Cette fonction, l'USIE la prêta à la Suisse vis-à-vis notamment des leaders d'opinion (la presse suisse jouissait d'une excellente réputation et on la savait très lue à l'étranger), des ingénieurs et justement des syndicats[36]. À l'époque où fut octroyée la *leader grant* à Tronchet, certains

32 Lettre de R. Kenneth Oakley à Philip Delaney (AFL, Washington) du 23 mars 1953, George Meany Memorial Archive (GMMA), Silverspring, RG18-001, Country Files, Series 1, 006/13.

33 Propos rapportés de Donald C. Dunham du 14 novembre 1951, NARA, RG 59, Central Decimal Files, 1950-1954, 511.54, Box 2403.

34 Luc van Dongen, «De la place de la Suisse dans la 'guerre froide secrète' des États-Unis, 1943-1975», *Traverse*, 2, 2009, pp. 55-71.

35 Lettre de Donald C. Dunham au Department of State du 28 décembre 1950, NARA, RG 59, Central Decimal Files, 1950-1954, 511.54, Box 2403.

36 «Official Country Plan for the USIE Program, Switzerland», NARA, RG 59, Country Files, 1946-1953, 150/71/35/07, Box 2.

diplomates prédisaient même un grand destin à la Suisse dans ce domaine :

> «La Suisse est placée stratégiquement en Europe, tant géographiquement qu'idéologiquement, pour son utilisation dans la guerre de propagande américaine. [...]. Il y a le présupposé implicite [...] que la Suisse est appelée à jouer le même rôle dans les relations internationales futures en Europe que celui qu'elle a joué pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il y a un second présupposé, à savoir que les États-Unis souhaiteront développer des phases de la guerre de propagande, intégrer le programme de l'USIE plus étroitement à celui de la CIA et faire évoluer le côté information du programme vers un activisme plus politique[37].»

L'AFL, quant à elle, partageait sans doute la plupart des raisons qui incitèrent le gouvernement américain à parier sur Tronchet. S'y ajoutèrent les affinités idéologiques. Les conceptions de l'AFL quant à la mission du syndicalisme et son credo productiviste trouvaient un grand écho chez Tronchet[38]. Dans le sens inverse, la tradition helvétique – passablement mythifiée – d'un syndicalisme adossé au principe du contrat collectif et de la paix du travail séduisait l'AFL. Chez Tronchet, on appréciait aussi l'attitude pragmatique et les capacités organisationnelles, vertus américaines par excellence. Ses manières de frondeur n'y furent-elles pas aussi pour quelque chose? On connaît en effet l'aversion des chefs syndicaux US (souvent d'anciens communistes aguerris, tel Jay Lovestone) pour ceux qu'ils percevaient comme des anticommunistes de salon («Fizz Kids»), personnes bien nées et issues des prestigieuses universités de l'Ivy League, qui selon eux abondaient dans l'administration, et particulièrement à la CIA. Le fait est que le Suisse n'eut pas de peine à se faire accepter dans ce milieu. Brown le considéra comme l'un des siens, Lovestone lui fit confiance et d'autres, comme Harry Goldberg, savaient qu'ils pouvaient compter sur lui[39].

Pourtant, tout indique que les Américains ne furent pas le moteur de la relation. Malgré les doutes qui subsistent sur le commencement de

37 «Survey Report on USIE Activities in Switzerland», Donald C. Dunham, 28 juillet 1950, NARA, RG 59, Central Decimal Files, 1950-1954, 511.54, Box 2403.

38 Sur le productivisme, voir Anthony Carew, *Labour Under the Marshall Plan: The Politics of Productivity and the Marketing of Management Science, op. cit.,* ainsi que Bent Boel, *The European Productivity Agency and Transatlantic Relations 1953-1961*, Copenhagen, Museum Tusculanum Press, 2003

39 Le représentant de l'AFL Goldberg sollicita notamment l'appui de Tronchet lors de la Conférence de Genève de 1954 sur la Corée et l'Indochine.

l'histoire – la rencontre décisive avec Harriet H. Lothrop et les véritables attributions de cette dernière –, il est clair que Tronchet ne fut pas piégé. En 1950, il cherchait par tous les moyens à nouer un contact. Une connivence, fruit d'une convergence d'intérêts, s'établit autour de la nécessité de la propagande. Lothrop dut rapidement réfréner les ambitions de Tronchet, qui se voyait déjà à la tête d'une vaste campagne internationale de soutien au Plan Marshall. «Il faudrait commencer sur une échelle moins grande», lui avait-elle rétorqué. Utiliser d'abord les possibilités existantes. «Après quelques succès initiaux, on pourrait développer un programme autochtone[40].» La propagande apparaissait encore plus limpide dans les reportages faits aux États-Unis. À cause de leur manichéisme, certains d'entre eux irritaient jusqu'au frère de Tronchet, chargé de les publier en Suisse:

> «Tes articles sentent trop la propagande et pas assez l'information. […]. Attention… tu es trop dans le 'bain' et tu ne te rends peut-être pas compte que tes lecteurs veulent être informés et non 'dopés'. La meilleure propagande, ici en Suisse, n'est-elle pas de dire purement et simplement ce que tu vois… avec les nuances que tu juges utiles? […] Tes articles donnent l'impression que tu es entièrement pris par l'ambiance et que tu oublies l'esprit et la mentalité suisse[41]!»

Tronchet ne s'en émut guère. La machine était en marche – et elle allait se rôder. «Si la propagande est bien faite, mes conférences sur les USA sont très fréquentées[42]», se félicitait le nouveau croisé peu après son retour. Persuadé que la Suisse devait «constituer une base solide de rayonnement et de sécurité idéologiques» pour les États-Unis, il caressa le projet d'un livre qui s'appellerait *Le point de vue d'un syndicaliste suisse aux USA*[43]. Or, malgré les réactions favorables du Department of Labor et de la Dotation Carnegie, la publication ne verra pas le jour. Sa passion américaine n'en diminua pas pour autant, au point que l'AFL devra parfois l'enjoindre à davantage de retenue par rapport aux États-Unis dans ses cours.

40 Lettre de Harriet H. Lothrop à Lucien Tronchet du 28 novembre 1950, CT, LT, D.1.1.1/1.
41 Lettre de Henri à Lucien Tronchet du 3 août 1951, CT, LT, D.1.1.1/2.
42 Lettre de Lucien Tronchet au secrétaire de la FOBB à Yverdon du 3 décembre 1951, CT, LT, D.1.1.1/3.
43 CT, LT, E.1.1/1.

«Invité», l'empire américain le fut donc sans conteste. Mais pourquoi? Sans doute pour des motifs à la fois politiques, tactiques et culturels. Politiquement, Tronchet admirait le fonctionnement et la force de frappe des syndicats américains. Il adhérait entièrement à l'idée qu'on augmenterait la productivité grâce à une meilleure coopération entre patrons et ouvriers et que cet accroissement profiterait indirectement aux travailleurs si les syndicats réussissaient à amener le patronat à les associer aux gains ainsi engrangés. C'est en véritable passeur, conscient des impératifs de l'acculturation, qu'il se concevait:

> «Aux USA, j'ai beaucoup appris sur vos services de recherches, sur l'éducation ouvrière et les théories de la productivité. Depuis mon retour, j'insiste donc auprès de nos organisations syndicales et des autorités sur ces questions, qui me paraissent primordiales. [...] Nos conceptions se ressemblent beaucoup. Pour les faire accepter aux militants syndicalistes français, italiens ou allemands, il est évident qu'il faut les adapter aux conditions particulières de chaque pays et qu'il faut bien connaître la mentalité de ces camarades, de façon à ne pas les heurter[44].»

Tactiquement, Tronchet comprit tout le parti qu'il pouvait tirer d'une alliance avec l'adversaire le plus acharné de l'URSS: une plus grande capacité de nuisance contre le communisme bien sûr, mais aussi plus d'influence et de moyens d'action personnels (beaucoup qualifient Tronchet d'homme de pouvoir autoritaire). L'extension du CESI en est un exemple. L'on se gardera toutefois de sous-estimer l'idéalisme d'un homme croyant en la solidarité universelle des peuples (libres) en même temps qu'en la cause européenne. Significative à cet égard est cette note d'autosatisfaction affichée par Tronchet après son discours au congrès du CIO: «Je n'ai pas parlé ni en quémandeur, ni en flagorneur. [...]. Je crois que c'est du bon travail pour l'Europe[45].»

Culturellement enfin, on observe chez Tronchet une vraie fascination pour l'Amérique, ses libertés, sa culture syndicale, sa vitalité économique, ses innovations technologiques, voire son système social. Sans doute y avait-il de la sincérité dans cet article de 1951:

> «Il n'en reste pas moins que les conditions sociales, telles qu'elles existent aux États-Unis, sont les meilleures et les plus équitables du monde connu. [...]. Aux États-Unis, nous n'avons pas seulement vu une puissance

44 Lettre de Lucien Tronchet à Joseph D. Keenan du 3 mars 1952, CT, LT, E.1.1/1.
45 CT, LT, D.1.1.1/1.

industrielle maintes fois démontrée, mais nous avons surtout vu un peuple reconnaissant et attaché au pays qui lui assure le développement d'une vie sociale faite de bien-être et de liberté[46].»

Pour sûr, la perception des États-Unis de Tronchet contrastait avec l'anti-américanisme très répandu à l'époque. Lui se plaisait à rouler en voiture américaine et à se déguiser en cow-boy, tout en fréquentant en catimini une femme du Minnesota…

Ainsi, des stratégies aux finalités propres se rencontrèrent dans une lutte contre un ennemi commun et sur la base de certaines valeurs partagées. Il est assez étonnant d'imaginer Tronchet l'insoumis, le défenseur des opprimés et des sans logis, le pourfendeur de l'exploitation patronale, qui avait fait de la prison pour antimilitarisme, converser en tête-à-tête avec l'un des chefs de la CIA en pleine ère maccarthyste. Son tournant idéologique assez radical vers l'idée de collaboration des dasses et son rejet invétéré du communisme le poussèrent, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et surtout ensuite à la faveur de la guerre froide, dans une direction et des constellations nouvelles, marquées du sceau de l'atlantisme. En homme averti et rusé qu'il était, il n'avait pu être dupe du jeu dont il était l'objet, même si l'on peut s'interroger sur la part prise par l'«amie américaine» dans certaines orientations[47]. D'autres hommes et femmes de gauche suisses se laissèrent à leur tour entraîner dans la machinerie du *soft power* américain, mais peu avec une telle intensité et conviction. Quant à l'impact de cette alliance, il est évidemment difficile à évaluer. L'action de Tronchet ne passa en tout cas pas inaperçue sur la scène internationale. En effet, mis au courant des efforts du Suisse en faveur du syndicalisme libre en Afrique, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OECE proposa – d'entente avec Irving Brown et Jay Lovestone – qu'un Suisse fût nommé assistant du secrétaire général de l'OECE en 1961[48].

46 *Tribune de Genève,* 18 octobre 1951.

47 Ainsi, à en croire Harriet H. Lothrop, c'est elle qui avait amené Tronchet à s'engager sur le terrain africain. Voir les lettres de Lothrop à Irving Brown des 23 mai 1960 et 22 janvier 1961, GMMA, RG18-004, International Affairs Department, Brown Files, Series 2, 35/8.

48 Rapport de l'ambassadeur Soldati, délégué de la Suisse à l'OEEC, du 24 avril 1961, CT, LT, E.3.2.1/1.